

UDACE ction, l'union des salariés

doivent s'appuyer sur les moyens de droit existants mais aussi sur la revendication de nouveaux droits : de contre-propositions, de nouveaux contrats maintenant les droits et organisant le passage d'une entreprise à une autre ou à une formation bien rémunérée opposée au chômage et aux stages bidons, pour un autre emploi. L'idée de « sécurisation des parcours professionnels » avance, depuis la CGT avec sa Sécurité sociale professionnelle, reprise dans le PS à sa façon, jusqu'aux déclarations récentes de la CFDT. Cependant, la perspective du maintien de certains droits au nom de la sécurisation, tout en considérant comme inéliminable le passage par le chômage, doit être contrebattue. Dès maintenant, à l'appui des maintiens comme des créations d'emplois, le recours des travailleurs et des élus locaux à un autre crédit des banques a déjà commencé à avancer dans les luttes. Les communistes ont proposé d'instituer des Fonds régionaux de prise en charge par des fonds publics de tout ou partie des intérêts des crédits des banques, aux investissements matériels et de recherche, pour des taux d'intérêt d'autant plus abaissés que sont programmées et contrôlées des créations d'emplois efficaces, ainsi qu'éventuellement des formations. Cette question est cruciale et des aides politiques pour que les travailleurs et les élus s'en saisissent sont de la plus haute importance. La pédagogie de l'action, sur de tels Fonds, des travailleurs et des élus, y compris par l'éclairage des difficultés et des échecs, peut favoriser le projet d'instituer un autre crédit, soutenu par des interventions, avec un pôle national public du crédit et surtout une tout autre orientation de la BCE pour l'emploi.

Face à une croissance faible et ne favorisant pas la promotion des capacités humaines, avancer vers à un autre contenu social de la croissance.

Malgré la reprise mondiale provisoire aux États-Unis et dans les pays émergents, un très grave défi est constitué par la grande faiblesse de la croissance du produit intérieur brut en France et dans la zone euro.

En France, au deuxième trimestre 2005, la croissance du PIB n'a été que de 0,1% par rapport au premier trimestre, tandis que la production industrielle a reculé de 0,5 % et la consommation des ménages en produits manufacturés de 0,2 %. Dans le même temps, le PIB européen n'a cru que de 0,3 % soit une croissance annualisée de 1,2 %, contre 3,4 % aux États-Unis et 4 % au plan mondial. La croissance en France sera à peine de 1,5 % pour l'année.

L'action de la BCE contre l'emploi, en favorisant les exportations de capitaux et en agissant contre les dépenses publiques, continue à déprimer la croissance de la zone euro comme en France.

La dirigeante du MEDEF, Laurence Parisot, répète qu'il faut favoriser les profits pour la croissance et que ce sera bon ensuite pour l'emploi. Tout à l'inverse, c'est avec le soutien des profits financiers, les insuffisances de la demande des ménages qui ont mis la croissance en difficulté. Et c'est par l'emploi et le pouvoir d'achat qu'il faut commencer pour relancer la croissance. Mais cela ne suffirait pas. Car il faut relier l'élévation de la demande sociale avec la progression de la productivité pour une croissance durable. D'où l'enjeu fondamental d'un énorme développement de la formation et des dépenses sociales pour les capacités humaines, pour la demande comme pour des investissements efficaces. Avancer vers une Sécurité d'emploi ou de formation est au cœur d'une croissance d'un nouveau type, fondée sur le développement prioritaire des êtres humains.

Il faut souligner la liaison décisive entre formation et recherche-développement. Le gouvernement, depuis les luttes des chercheurs, a dû reconnaître avec le rapport Beffa, les énormes insuffisances de la recherche en France dans le cadre des insuffisances européennes, par rapport aux États-Unis. Tandis que le grand patron Beffa déclare lui-même que le marché financier s'oppose aux dépenses de recherche risquées dans les entreprises, les moyens publics nouveaux alloués sont dérisoires par rapport aux besoins, pour les nouvelles agences de l'innovation industrielle et de la recherche. Au-delà de la formation, tous les services publics sociaux pour les personnes sont concernés. Il s'agit des immenses insuffisances de dépenses publiques pour l'école, la santé, le logement social, la culture. Elles conditionnent un développement considérable et une refondation radicale de leurs missions, avec la participation créative de tous les usagers avec tous les personnels.

Cela renvoie aux pressions de la BCE, d'une part, contre le crédit pour l'emploi et la formation, en faveur des placements financiers et, d'autre part, contre les dépenses publiques, avec le pacte de stabilité. Cependant, les mesures annoncées avec fracas sur la fiscalité ne veulent pas seulement dégrever les revenus financiers des ménages aisés. Elles visent la division des salariés et leur intégration, en favorisant les salariés les mieux payés ainsi que leurs placements financiers et en jouant sur l'attraction qu'ils peuvent exercer sur les